

Convention collective départementale

IDCC : 984. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES ET CONNEXES
(EURE-ET-LOIR)
(27 juillet 1978)**

(Etendue par arrêté du 23 novembre 1979,
Journal officiel du 25 janvier 1980)

AVENANT DU 27 OCTOBRE 2006
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES (RAG)
POUR L'ANNÉE 2006
NOR : *ASET0651220M*
IDCC : *984*

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie d'Eure-et-Loir,

D'une part, et

Le syndicat CFDT ;

Le syndicat CFE-CGC ;

Le syndicat CFTC ;

Le syndicat CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En considération de l'esprit de l'accord national du 28 juillet 1998 et de son avenant du 29 janvier 2000 et en application des articles 13 *bis*, *ter* et *quater* de la convention collective, des rémunérations annuelles garanties ont été fixées à partir de l'année civile 2006 et figurent en annexe au présent avenant suivant le barème ci-joint.

Le barème est établi sur la base de 151 h 67 pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Ce barème est composé de 3 tableaux :

- cas général ;
- ouvriers ;
- agents de maîtrise d'atelier.

Article 2

La vérification de la rémunération annuelle globale du salarié telle que définie à l'article 13 *quater* sera effectué au plus tard à la fin du 1^{er} mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture en cours d'année. La garantie s'appliquera *pro rata temporis* en cas d'entrée ou de départ en cours d'année, de même qu'en cas de changement de classement ou de suspension du contrat de travail.

Au cas où l'employeur aurait à verser un complément de rémunération, celui-ci sera effectué au plus tard avec la paye du 1^{er} mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture avant cette date.

Article 3

Le présent avenant et ses annexes, conformément aux articles L. 132-1 et suivants du code du travail, sont faits en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôts dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail. Au nom de l'ensemble des signataires, l'UIMM d'Eure-et-Loir diligentera une demande d'extension auprès du ministère.

Fait à Chartres, le 27 octobre 2006.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des rémunérations annuelles garanties

A compter de l'année 2006

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	CAS général	OUVRIERS	AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier
I	140 1	15 000	15 100	
	145 2	15 090	15 200	
	155 3	15 120	15 300	
II	170 1	15 140	P 1 15 400	
	180 2	15 170	-	
	190 3	15 200	P 2 15 500	
III	215 1	15 355	P 3 16 091	AM1 16 298
	225 2	15 427	-	-
	240 3	16 050	TA1 16 799	AM2 17 242
IV	255 1	16 881	TA2 17 730	AM3 18 056
	270 2	17 925	TA3 18 877	-
	285 3	18 827	TA4 19 787	AM4 20 063
V	305 1	20 063	-	AM5 21 541
	335 2	22 012	-	AM6 23 783
	365 3	24 060	-	AM7 25 700
	395 3	25 993	-	AM7 27 853